

CÉRÉMONIE
DES VŒUX À LA PRESSE

À BORDEAUX
LE LUNDI 16 JANVIER 2012
À 12 H 00

INTERVENTION DE PHILIPPE MADRELLE
PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier de votre présence.

En ce début d'année, votre profession a été endeuillée par la mort tragique du grand reporter Gilles JACQUIER qui a payé de sa vie pour la conception qu'il avait de son devoir d'information.

2011 restera dans nos mémoires comme une année de révolutions, de révoltes, de fortes turbulences dans le monde.

La crise économique et sociale a aggravé les inégalités et les disparités. A l'échelle européenne, nous avons tous conscience qu'il s'agit d'une crise de civilisation.

Elle appelle mieux que des réponses circonstanciées, qu'un bricolage avec les marchés financiers, mieux que des mesures opportunistes voire populistes, à quelques encablures des élections présidentielles.

La perte du triple A sanctionne incontestablement la politique suivie depuis 2007. C'est un affaiblissement considérable de notre pays avec de multiples effets collatéraux.

Tout cela constitue un échec pour le pouvoir, sinon pour la France d'autant que Nicolas SARKOZY avait axé sa stratégie politique sur le maintien du triple A.

Faut-il rappeler qu'aujourd'hui, en France huit millions deux cent mille personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté !

Toute cette population ne se sent guère affectée par la perte du triple A. Nous sommes là au cœur du vrai problème : les Français souffrent.

L'augmentation du coût de l'énergie, et du gaz en particulier, engendre des conséquences désastreuses. Certains, en grande difficulté, sont déjà obligés de choisir pour faire face : manger ou se chauffer ! C'est une réalité de la France du 21^{ème} siècle !

Et pourtant ! En 2011, nos compatriotes ont souvent manifesté leur désapprobation de cette politique du Gouvernement, de cette politique du mépris ! Ils ne l'ont pas fait que dans la rue mais aussi dans les urnes !

Au printemps, les élections cantonales ont confirmé la majorité de gauche des Départements français alors même que le Gouvernement avait tout fait pour minimiser les enjeux de ces consultations locales.

Nous avons gagné les cantonales en Gironde. J'ai eu l'honneur d'être réélu Président du Conseil Général, à la tête d'une équipe renouvelée.

L'autre coup de semonce est venu, à l'automne, avec le changement historique de majorité au Sénat, du jamais vu dans toute l'histoire de la Cinquième République ! Je croyais bien rester pour toujours dans la tranchée !

Aujourd'hui, le Sénat revit, redevient force de proposition. Ce n'est plus la chambre d'enregistrement de l'Assemblée Nationale que nous connaissions depuis de si longues années. Non seulement nos collègues de l'UMP en sont fort marris mais ils n'acceptent toujours pas d'avoir perdu ce pouvoir qu'ils considéraient, quelque peu comme procédant de droit divin...

Les élus locaux qui ont provoqué ce bouleversement institutionnel, ont marqué leur désapprobation à l'encontre d'une réforme mortifère des collectivités locales, pour l'instant suspendue ! Je forme le vœu qu'elle ne voie jamais le jour, en l'état.

Toujours est-il que le Conseil Général, contre vents et marées, s'efforce de rester au plus proche des citoyens de ce département, et en particulier de ceux qui en ont le plus besoin.

Pas plus que l'an passé, je ne vous infligerai un long inventaire des actions que conduit notre collectivité mais en 2011, un certain nombre de points forts ont marqué notre volonté de renforcer nos politiques de proximité tout en faisant preuve d'innovation, bien souvent au-delà de nos seules compétences obligatoires.

Je citerai les Collèges avec l'inauguration du Collège Nelson Mandela, à Floirac et Aliénor d'Aquitaine, à Bordeaux ; la livraison de l'Immeuble Gironde et du bâtiment des Archives Départementales...

Ce qui prouve que si nous ne nous engageons pas dans certains grands projets bordelais hasardeux, nous investissons bien pour l'avenir de la ville de Bordeaux et des Bordelais, en investissant aussi, par ailleurs, très lourdement dans le pont Bacalan-Bastide et la LGV Tours-Bordeaux et tout ceci en dehors de nos compétences...

Nous avons lancé aussi le Pacte Numérique Girondin, entraînant dans notre sillage les autres institutions dans l'essor du numérique et de l'accès au très haut débit, à travers les territoires.

Là où l'État ne cesse de se désengager, rompant ses promesses sur la dépendance et le handicap, nous avons inauguré un nombre record d'établissements d'hébergement dédiés aux personnes âgées dépendantes mais aussi pour l'accueil des personnes handicapées comme à Braud et Saint-Louis par exemple...

Dans le domaine économique, 2011 restera marquée par le plan viticole renforcé qui apporte déjà ses premiers fruits et le soutien aux éleveurs qui ont dû faire face à la sécheresse du printemps. Nous confirmons notre soutien, cette année.

Dans le domaine du transport et de la mobilité, 2011 reste marquée par la mise en place du service très innovant d'informations aux voyageurs, sur le site Transgironde.fr dont la fréquentation ne cesse de croître.

La mobilité sera d'ailleurs un des axes forts de nos politiques de 2012 avec, vous le savez, la mise en place du tarif unique à 2 euros 50, en septembre prochain, mais aussi à travers le Livre Blanc des Mobilités, validant notre rôle de coordinateur en terme de concertation avec l'ensemble des décideurs institutionnels et privés pour faciliter l'accès aux transports publics et leur usage, l'essor des moyens doux de transport.

Sous une appellation qui pourrait devenir «TransGironde Mobilité 2030», nous avons en ligne de mire l'horizon des vingt prochaines années, car il faut faire preuve d'esprit

d'anticipation. Face à l'essor démographique extraordinaire que connaît notre département, nous ne pouvons nous contenter de réponses circonstanciées.

En 2012, malgré un budget très difficile, marqué par le gel des dotations de l'État et la raréfaction du crédit, nous conjuguerons nos priorités en matière de solidarité avec des efforts toujours aussi significatifs en terme d'investissements.

Je vous rappelle que notre Budget 2012 prévoit 354 millions d'euros pour les seules aides individuelles de solidarité : APA, PCH et RSA sur un budget global de la solidarité départementale qui mobilise 710 millions d'euros.

Nous consentirons un effort considérable sur la modernisation de nos Maisons Départementales de la Solidarité et de l'Insertion où nos agents accompagnent en première ligne les familles, les personnes âgées, handicapées ou en difficulté.

Sur trente-sept MDSI que compte la Gironde, vingt-six vont être reconstruites ou restructurées dont seize lancées à l'horizon 2013.

J'ai aussi décidé le lancement d'un Plan Collège qui mobilisera plus de 200 millions d'euros sur les trois ans à venir.

En 2012, seront livrés le nouveau Collège de Bruges ainsi que le Collège d'Hourtin et le Collège Saint-André, à Bordeaux Caudéran. Le 10 février prochain je ferai voter par la Commission Permanente un premier programme prévisionnel des investissements dans les collèges : Lège Cap Ferret (extension), Saint-Yzan (réadaptation pédagogique), La Brède, Ambarès (reconstruction), Arveyres (reconstruction), Cadillac (restructuration de la demi-pension) ainsi que des études pour le secteur Sud Est du Bassin d'Arcachon.

En outre, 2012 sera l'année de lancement du collège numérique avec l'accès au haut, voire très haut débit et l'expérimentation des premiers espaces numériques de travail.

A cet égard le «bail vert», qui précise un certain nombre d'engagements visant une utilisation éco-responsable de nos immeubles, a bénéficié d'une première signature avec le Collège Nelson Mandela de Floirac.

Il sera étendu ensuite à tous nos collèges mais aussi à d'autres bâtiments départementaux.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de notre politique de développement durable, récompensée une nouvelle fois, l'an passé, avec l'obtention des rubans du développement durable, remis au Sénat.

Dans un souci permanent d'équité et pour continuer à soutenir l'essor des communes et de leurs regroupements, nous mettons en place en 2012 le coefficient de solidarité qui consiste à donner plus à ceux qui ont le moins de moyens.

Ce coefficient s'appliquera à toutes les subventions d'investissement attribuées par le Conseil Général aux communes ou à leurs groupements en tenant compte de critères fiscaux spécifiques et incontournables.

D'ailleurs, à partir de cet après-midi, j'irai personnellement présenter cet outil innovant sur les territoires aux élus locaux car, dans un contexte de très forte contrainte, nous avons le devoir d'être efficaces et de ne pas lâcher la main aux communes qui rencontrent les plus grandes difficultés.

A coup de réformes scélérates, les Maires, en particulier des plus petites communes, ont été malmenés toutes ces dernières années et, comme moi, comme nous au Conseil

Général, ils n'ont pas accepté la réforme des collectivités territoriales, votée à la hussarde et heureusement suspendue.

Ce mépris des élus qui a provoqué le changement de majorité au Sénat doit cesser. Je forme le vœu que s'ouvre un vrai débat sur le devenir des collectivités locales, sur la fiscalité, évidemment, dans un véritable élan de concertation, de participation et d'expression citoyenne.

Les primaires du parti socialiste pour désigner un candidat aux élections présidentielles, avec le succès qu'elles ont rencontré, sont, à mon sens, un exemple à suivre !

Je le disais tout à l'heure, nous allons vivre, très vite au rythme d'un rendez-vous majeur : les élections présidentielles.

Je souhaite qu'elles marquent le quatrième acte de la Décentralisation républicaine.

Je forme le vœu que le nécessaire affrontement des idées se déroule dans un climat serein et respectueux des règles de la démocratie mais j'ai quelques doutes. Les premiers coups au-dessous de la ceinture sont déjà partis.

C'est bien médiocre ; les Français sont légitimement en attente d'autre chose, et notamment de vrais débats.

Vous connaissez mes convictions, l'élection présidentielle qui vient doit être le moment de la confrontation démocratique, celle des idées, des projets, des visions de la France, de l'Europe.

Je pense quant à moi, qu'il est temps de renouer avec l'esprit de justice, l'idée de progrès et le goût du vivre ensemble. C'est le chemin de l'espérance.

L'Homme est à la recherche d'un autre équilibre, libéré des puissances de l'argent et en harmonie avec la nature et l'environnement.

Comme le dit Pierre RABHI : *«C'est l'humanité tout entière qui est invitée à se concerter pour imaginer l'avenir.»*

Les Français qui souffrent dans leur vie en ont assez d'entendre dire, à longueur de journée, qu'en raison de la crise financière, rien ne peut être fait.

Tout en écoutant leur désarroi, il faut combattre le scepticisme qui mine la démocratie.

François HOLLANDE, candidat au PS à l'élection présidentielle, sait qu'il faut redonner à la France l'espoir qu'elle a perdu depuis trop d'années.

Il déclinera son programme aux Français, à la fin du mois. La première année sera celle des réformes de structures, financière, industrielle et fiscale.

Les mesures dites les plus coûteuses seront étalées dans le temps. Il n'y aura pas de temps perdu ; cela ira vite si notre candidat l'emporte.

François HOLLANDE s'engagera à agir tout de suite, y compris avant que la nouvelle Assemblée Nationale soit élue. Laurent FABIUS travaille déjà sur les mesures à prendre dès le premier mois.

Contrairement à Nicolas SARKOZY, François HOLLANDE ne veut pas se donner des objectifs en termes de notes mais en termes de résultats.

Son objectif, c'est d'avoir une programmation claire et précise, le retour à l'équilibre en 2017, un soutien à l'investissement, l'innovation et la production, suffisamment convaincantes pour que la croissance revienne.

Pour avoir des résultats, il faut une adhésion du pays, de ceux qui consomment, épargnent, investissent.

Voilà ce dont on reparlera à la fin du mois... En attendant, je vous souhaite une bonne et heureuse année ! Sûr qu'on ne va pas s'ennuyer !

Philippe MADRELLE